

Revue Autrepart - Appel à contributions et notes de lecture

« Construire des “patrimoines” culturels en mobilité : acteurs, circuits, réseaux »

Coordination : Anaïs Leblon, Maître de conférences en anthropologie, Paris 8 LAVUE/AUS, Aurélie Condevaux, docteure en anthropologie, MIGRINTER/EIREST.

L'équation habituellement posée entre territoire, identité et patrimoine mérite d'être reconsidérée. En partant de l'hypothèse que les mobilités sont susceptibles de jouer un rôle clef dans la requalification d'objets, de pratiques et de monuments en « patrimoines » nous souhaitons, à travers ce numéro thématique, interroger à nouveaux frais les effets de mobilités diverses (migrations internationales, mobilités nationales ou régionales, déplacements touristiques, circulation de l'information et des symboles, nomadisme, etc.) sur la construction des « patrimoines » (qui, selon une approche constructiviste, n'existent que parce qu'ils sont nommés comme tels). Il s'agit de s'intéresser aux dynamiques de circulation, en tenant compte à la fois de l'ancrage local et transnational des pratiques patrimoniales observées et des acteurs, mais aussi de l'importance des réseaux et de la mobilité des biens. Nous proposons pour cela de considérer dans un même regard les multiples espaces parcourus, physiques ou virtuels, par les acteurs patrimoniaux (migrants, touristes, acteurs associatifs, néo-ruraux, etc.) comme des lieux connectés et interdépendants où divers éléments - musique, projet muséal, fêtes, objets - sont produits en tant que « patrimoines ». À partir de plusieurs études de cas, il s'agira ainsi de s'interroger non pas uniquement sur une relation binaire pays d'origine-pays d'accueil et sur tout ce qui se joue comme « pertes » ou comme transformations dans la mobilité, mais plutôt sur des relations tissées en réseaux et ce qui se passe dans les situations d'entre-deux.

- ⤴ Il s'agira d'abord de comprendre qui sont les individus – migrants, acteurs politiques, associatifs, institutionnels, entrepreneurs touristiques ou de mémoire – qui participent à la création de ces « patrimoines ». À partir de quels ressources et réseaux régionaux, nationaux et transnationaux déploient-ils leurs actions ? On s'intéressera également aux liens qu'ils entretiennent avec les institutions patrimoniales. Comment ces dernières prennent-elles en compte les patrimonialisations effectuées en diaspora et/ou à des échelles inter/trans/nationales ?
- ⤴ En lien avec ces questions, nous aborderons les dimensions politiques et territoriales de ces mobilisations patrimoniales. Les patrimonialisations construites dans la mobilité contribuent-elles à inscrire les individus ou les collectifs dans des

territoires spécifiques, comme cela peut être le cas pour des « néo-ruraux » activement impliqués dans des actions de sauvegarde du « patrimoine » ? Favorisent-elles l'affirmation de communautés imaginées et de réseaux diasporiques ? Les espaces interstitiels – camps de réfugiés, zones frontalières, etc. – peuvent-ils voir émerger des formes de patrimonialisation ? Il s'agira notamment d'interroger les formes d'actions citoyennes et d'implications dans la société civile sous-jacentes aux projets patrimoniaux.

- ▲ Enfin, les contributions pourront également s'intéresser à la mobilité des pratiques et des objets eux-mêmes afin de comprendre à quel point de leur trajectoire ceux-ci changent de statut et sont requalifiés en « patrimoines ». On pourra ainsi faire l'historiographie de « carrières » d'objets ou de pratiques dans leur mobilité en se demandant quels sont les ressorts de leur circulation, outre la mobilité des acteurs. On s'interrogera aussi sur le rôle des actions de valorisation et de diffusion des « patrimoines », qu'elles résultent de politiques publiques ou non : demandes de restitution, circuits commerciaux, réseaux sociaux liés aux NTIC, etc. Le processus par lequel le patrimoine peut être re ou dé-qualifié dans des processus de restitution ou dans des espaces de transit devra pour cela être examiné.

De manière transversale, les contributions s'intéresseront aux significations nouvelles que revêtent les pratiques, les objets et les lieux patrimonialisés sous l'effet des circulations. L'attribution d'une valeur patrimoniale, qui s'accompagne bien souvent d'un discours sur l'« authenticité », mais aussi, parfois, de formes de marchandisation et de politisation dont il faut rendre compte, sera au cœur de l'analyse. Cette réflexion sur les patrimonialisations en mouvement sera posée à partir d'études de cas portant sur des circulations transnationales comme sur les mobilités au sein d'un même pays. Le terme de « mobilité » pourra ici être entendu dans un sens large, ne recouvrant pas seulement les mobilités géographiques, mais également culturelles ou sociales. Les contributions pourront être issues des différentes disciplines des sciences sociales.

**Les intentions de contributions (titre et résumé ne dépassant pas 1000 signes)
doivent être adressées à la revue Autrepart
le 1er décembre 2014 au plus tard
Les articles sélectionnés devront être remis le 15 février 2015**

**Les notes de lecture sur le thème du numéro
doivent être adressées à la revue Autrepart avant le 15 février 2015**

Revue Autrepart - 19 rue Jacob - 75 006 Paris
<http://www.cairn.info/revue-autrepart.htm>

Merci d'envoyer vos messages à la revue à : autrepart@ird.fr avec copie à revue.autrepart@gmail.com